

25-11-46.) Les *Izvestia* ont répété l'accusation de « division » de l'Allemagne et de violation de « l'accord de Potsdam, qui préconisait de traiter l'Allemagne comme une entité économique ».

En réalité, l'hostilité soviétique provient du fait que la résurrection de l'économie centralisée monopoliste de l'Allemagne transforme ce pays en un solide point d'appui du capital anglo-américain, en « une chasse gardée du capitalisme anglo-américain » qui exercera demain la pression économique et politique la plus efficace en direction de l'U. R. S. S. et de sa zone.

Mais, d'autre part, dans l'immédiat, les difficultés économiques de l'U.R.S.S. obligeront probablement la bureaucratie soviétique à arriver à un *modus vivendi* avec le capitalisme américain en Allemagne, qui disposera du contrôle économique de ce pays, pour qu'elle puisse continuer à prélever des réparations sur la production courante de l'industrie allemande ressuscitée.

En outre, l'U. R. S. S. a toujours besoin d'un prêt américain d'au minimum 1 milliard de dollars, pour effectuer aux Etats-Unis les achats indispensables à son relèvement économique. Or la nouvelle majorité républicaine du Congrès américain se montrera particulièrement récalcitrante pour le vote de ce prêt à

l'U. R. S. S., malgré l'intérêt immédiat de l'économie américaine de trouver un débouché provisoire à sa surproduction et d'ajourner momentanément la crise qui la menace. Il y a deux moyens pour contourner cette difficulté et pour octroyer les crédits nécessaires à l'U. R. S. S. sans y mêler la responsabilité directe du Congrès.

Le premier consiste en ce que l'U. R. S. S. souscrive aux accords de Bretton Woods et bénéficie alors de prêts qui n'ont pas besoin d'être ratifiés par le Congrès. L'autre moyen consiste à aider l'U. R. S. S. indirectement par l'Allemagne. Les Etats-Unis exporteront leurs surplus dans ce dernier pays, relèveront son économie et l'U. R. S. S. touchera ses réparations en puisant sur les excédents de la production courante allemande, une fois l'importation des marchandises américaines couverte par les exportations allemandes.

Cependant, ce relèvement économique de l'Allemagne, aussi profitable qu'il puisse être pour une certaine période à la reconstruction de l'économie russe — et cela dans le cas où l'Allemagne continue à lui payer des réparations — se révélera tôt ou tard le plus efficace dans la construction du bloc capitaliste occidental dominé par l'impérialisme anglo-saxon contre l'U.R.S.S. et sa zone.

Le bilan de la politique alliée et l'avenir de l'Allemagne.

Au lendemain de leur victoire commune sur l'Allemagne, les impérialismes « alliés », aussi bien que l'U. R. S. S., ont mis le pays en coupe réglée. Potsdam fut la consécration du morcellement et du pillage commun de l'Allemagne qui devait durer quelques décades. Le pays, sortant de la guerre, présentait, à cette époque, un tableau de destructions et de misère matérielle et humaine qu'on peut difficilement imaginer.

En novembre 1946, après dix-huit mois environ d'administration « alliée » de l'Allemagne, *The Economist* (30-11-1946) était obligé d'admettre que cette administration avait provoqué « cette accumulation apocalyptique de désastres » et que la situation du pays « était aujourd'hui plus mauvaise qu'au lendemain de la défaite ».

Les données manquent en ce qui concerne les effets exacts de la politique économique soviétique dans la zone russe. Mais, en ce qui concerne les zones occidentales, la politique « alliée » avait conduit, au début de cet hiver, à une situation désastreuse. La courbe descendante de la production de la Ruhr, la région la plus industrielle de l'Allemagne, n'a jamais été si marquée depuis la défaite qu'en septembre 1946. L'aggravation de la crise charbonnière entraînait la paralysie de l'industrie de l'acier et de toutes les autres industries subsidiaires. On estimait, en septembre 1946 (*The Economist*, 14 septembre

1946), que la production d'acier couvrirait à peine 65 % des besoins fondamentaux minima.

La reconstruction marchait au pas. A la fin de la guerre, il y avait, dans la région nord du Rhin, la zone vitale charbonnière de l'Allemagne, environ 553.000 maisons complètement détruites, 192.000 sérieusement endommagées et 296.000 légèrement endommagées. A cause de l'extrême pénurie de matériaux de construction, un an et demi après il y avait à peine 260.000 maisons réparées afin d'être à nouveau habitables.

La sous-alimentation et la diminution de la main-d'œuvre sont les principales causes de la persistance de la crise charbonnière de la Ruhr. Théoriquement, chaque Allemand devrait recevoir une ration de nourriture quotidienne de 1.500 calories en moyenne. Pratiquement, les rations se sont maintenues dans plusieurs grandes villes au taux de 1.000 calories par jour. A Hambourg, ville particulièrement sous-alimentée, les cas de tuberculose marquaient une augmentation de 44 % entre mars et septembre 1946. Les conditions de l'hiver ont encore accentué la paralysie économique du pays, ainsi que les souffrances de sa population.

Sur le plan social, la politique des « Alliés » occidentaux chargés de « réduire » dans l'esprit « démocratique » l'Allemagne nazie a été menée jusqu'ici dans la meilleure tradition militariste